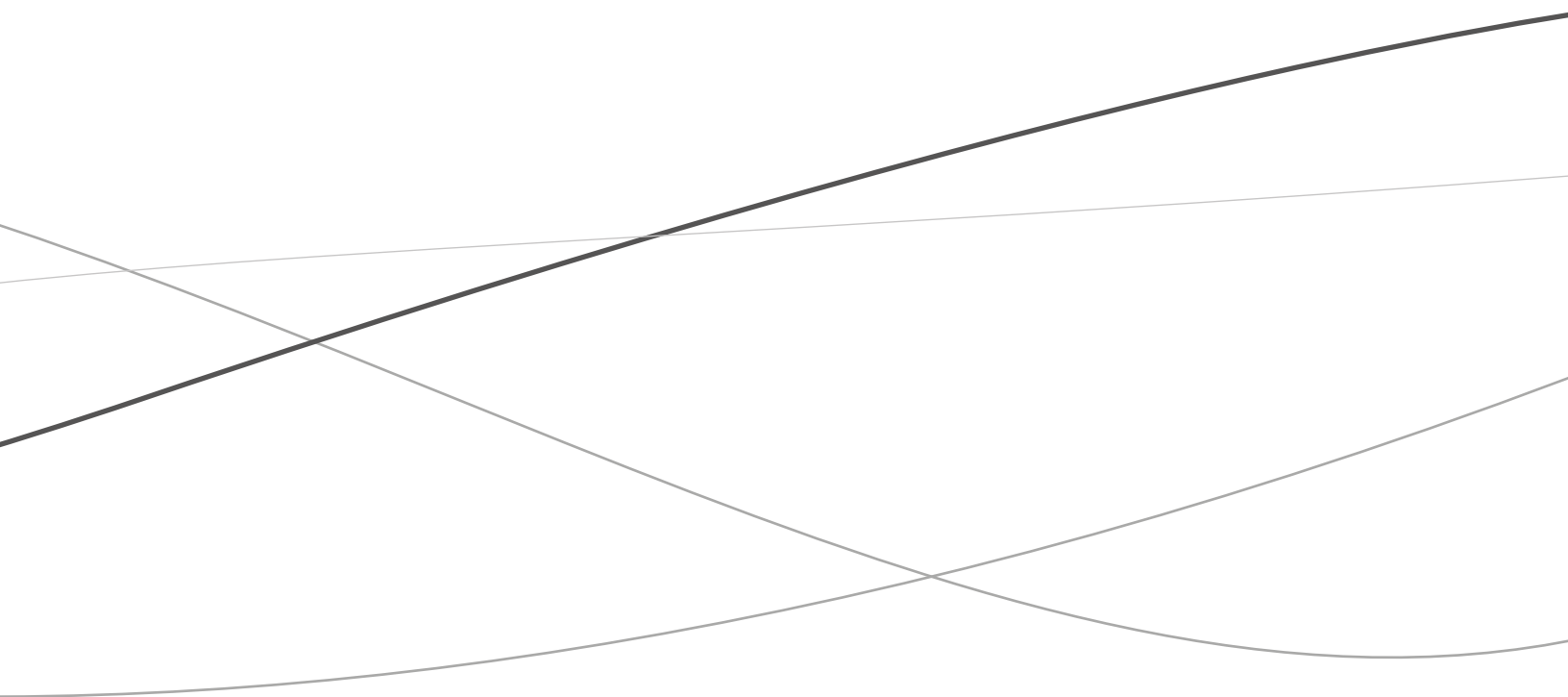


COMMUNIQUÉS DE PRESSE

21 MARS 2023



SOUS EMBARGO

Budget de dépenses 2023-2024

Un gouvernement plus agile et performant pour des services publics de qualité

Québec, le 21 mars 2023. – La ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M^{me} Sonia LeBel, a déposé aujourd'hui le Budget de dépenses 2023-2024 qui s'élève à 115,5 G\$. En plus d'y annoncer des investissements majeurs en santé, en éducation et en enseignement supérieur, le gouvernement s'engage plus que jamais à optimiser l'agilité et la performance de l'État afin de garantir des services de qualité à la population.

Le Budget de dépenses contient plusieurs objectifs ambitieux qui toucheront à divers secteurs névralgiques, tels que :

- rendre le système de santé plus efficace et plus humain, afin notamment de prendre soin des aînés, des personnes proches aidantes et des personnes vulnérables;
- encourager la persévérance scolaire, la réussite éducative et augmenter la pratique des loisirs, du sport et de l'activité physique;
- favoriser l'accès, la persévérance et la diplomation aux études supérieures;
- accroître l'offre de logements sociaux et abordables;
- fournir des services de garde éducatifs à l'enfance adaptés aux besoins des familles;
- faire rayonner la culture québécoise sous toutes ses formes et valoriser la langue française;
- protéger l'environnement, assurer la conservation et la mise en valeur de la biodiversité et jouer un rôle clé dans la transition climatique;
- accélérer la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes et favoriser leur intégration.

Une administration publique plus performante

Afin d'accroître la performance de l'État et d'ainsi bonifier les services publics, le gouvernement continuera d'optimiser ses façons de faire. Grâce au Tableau de bord de la performance de l'administration publique, accessible à tous, les ministères et les organismes publics pourront continuer de partager les bonnes pratiques et d'améliorer leurs processus. D'autre part, la révision des programmes contribuera à augmenter l'efficacité des ministères, notamment par le biais du partage des ressources et de l'expertise ainsi que d'une utilisation accrue du numérique.

Une fonction publique moderne et efficace

Dans le but de s'adapter aux réalités du marché du travail ainsi qu'aux contextes économique et démographique, une nouvelle Stratégie de gestion des ressources humaines sera déployée à partir de l'automne 2023. Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) poursuivra également ses efforts concernant la Politique-cadre en matière de

télétravail, qui vise une plus grande flexibilité, la régionalisation de 5 000 emplois du secteur public (près de 3 400 emplois ont déjà été régionalisés au 31 janvier 2023) et la mise en œuvre d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Négociation dans les secteurs public et parapublic

Dans le cadre des négociations visant le renouvellement des conventions collectives pour plus de 600 000 employés des secteurs public et parapublic, le gouvernement a déposé en décembre dernier des offres avantageuses. Ces offres témoignent de la volonté gouvernementale de répondre aux enjeux d'organisation du travail et de reconnaissance de l'expertise des personnes qui œuvrent au sein des secteurs public et parapublic.

Des marchés publics résolument québécois

L'utilisation des contrats publics comme moteur de développement économique a été inscrite au cœur de la Loi sur les contrats des organismes publics. Ainsi, sans faire de compromis sur l'intégrité des marchés publics et dans le respect des accords de libéralisation, le gouvernement poursuivra ses efforts pour favoriser l'achat québécois, le développement durable et l'innovation. Il pourra prioriser l'achat québécois en réservant un appel d'offres public aux petites entreprises du Québec, en leur accordant un avantage en fonction de la valeur ajoutée québécoise ou en exigeant des produits, des services et des travaux de construction québécois.

Par ailleurs, la mise en place d'un répertoire des fournisseurs permettra aux entreprises d'ici de bénéficier d'une meilleure visibilité lors de l'attribution de contrats publics et de concourir à l'atteinte de l'objectif gouvernemental de hausse des acquisitions de biens québécois.

Le SCT réalise également des travaux visant à éliminer un irritant important pour les entreprises du secteur de la construction. Il proposera prochainement un règlement sur les délais de paiement et le règlement des différends dans cette industrie.

Citation

« Ce budget de dépenses reflète notre ambition d'offrir de meilleurs services publics tout en optimisant les façons de faire de l'appareil gouvernemental. Grâce à une meilleure performance de l'État et en faisant une gestion rigoureuse des dépenses, il est possible d'y parvenir. Le message de notre gouvernement est clair et nos actions le seront tout autant : chaque dollar investi devra avoir des retombées significatives, visibles et concrètes pour la population. »

Sonia LeBel, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Lien connexe

www.tresor.gouv.qc.ca

– 30 –

Source : Marylène Le Houillier
Attachée de presse
Cabinet de la ministre responsable
de l'Administration gouvernementale
et présidente du Conseil du trésor
Tél. : 819 383-6625

Information : Relations avec les médias
Direction des communications
Secrétariat du Conseil du trésor
Tél. : 418 781-9520

SOUS EMBARGO

Plan québécois des infrastructures 2023-2033

Des investissements records de 150 G\$ pour renforcer la qualité des infrastructures du Québec

Québec, le 21 mars 2023. – Le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2023-2033 est établi à 150 G\$, ce qui représente une hausse de 7,5 G\$ par rapport au plan de l'an dernier et de 49,6 G\$ par rapport au plan 2018-2028. Cette augmentation permet au gouvernement de poursuivre la concrétisation de ses engagements et de soutenir la croissance de l'économie du Québec.

Ce plan ambitieux a été présenté aujourd'hui par le ministre responsable des Infrastructures, Jonatan Julien, à l'occasion du dépôt du Budget de dépenses. La création d'un poste de ministre responsable des Infrastructures témoigne d'ailleurs de la forte volonté du gouvernement de doter le Québec d'infrastructures durables et de qualité, qui répondent aux besoins de l'heure et à ceux des générations futures. Au PQI 2023-2033, les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur, du logement social, de la santé et des transports seront priorisés, en cohérence avec les besoins exprimés par les Québécois et les Québécoises. En tout, près de 81 G\$ seront consacrés au maintien du parc d'infrastructures pour assurer la pérennité des infrastructures publiques.

L'éducation et l'enseignement supérieur

Des investissements de 2,4 G\$ en éducation permettront de réaliser plus de 1 000 projets d'ajouts de classes et de réfection d'écoles. Aussi, 466 M\$ seront alloués à divers projets d'agrandissement et de rénovation dans les cégeps et les universités. Ces investissements favoriseront des environnements éducatifs de qualité, en plus de contribuer à la réalisation de l'Opération main-d'œuvre qui vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines prioritaires.

Les logements sociaux

Le gouvernement consacre cette année 652 M\$ à la construction et à la réfection de logements sociaux et abordables. En plus des investissements prévus pour soutenir la construction de 1 000 nouveaux logements dans le cadre du Programme d'habitation abordable Québec, 500 unités supplémentaires seront construites avec la collaboration du secteur privé. Des fonds additionnels seront aussi alloués pour poursuivre son appui aux initiatives visant à améliorer les conditions d'habitation au Nunavik et pour déployer un projet pilote visant à répondre aux besoins du personnel de la santé dans les régions éloignées.

Autres secteurs prioritaires

Le domaine de la santé bénéficiera aussi d'un soutien important, avec de nouveaux investissements de 2,3 G\$. En plus de l'agrandissement et du réaménagement d'hôpitaux afin de moderniser les installations, le gouvernement poursuit la réalisation de plusieurs projets en infrastructures pour améliorer la qualité de vie des aînés.

Tout en maintenant en bon état le réseau routier, le gouvernement compte investir 1,9 G\$ afin d'améliorer la mobilité et l'électrification des transports collectifs. Par ailleurs, 1,1 G\$ seront également consacrés aux infrastructures associées aux autres modes de transport, comme le transport maritime et ferroviaire.

Finalement, pour soutenir les familles du Québec, 649 M\$ serviront à poursuivre l'offre en matière de services de garde éducatifs à l'enfance.

Citation

« Les besoins en infrastructures sont grandissants. Nous continuons d'améliorer notre efficacité afin d'avoir des projets à moindre coût et plus rapidement. Il est important d'avoir un parc d'infrastructures qui répond aux besoins actuels, et de le maintenir en bon état pour les générations futures. J'ai la certitude que le Plan québécois des infrastructures 2023-2033 reflète les priorités des Québécois, et qu'il est une source de fierté pour tous. »

Jonatan Julien, ministre responsable des Infrastructures

Lien connexe

www.tresor.gouv.qc.ca

– 30 –

Source : Mona Lechasseur
Attachée de presse
Cabinet du ministre responsable
des Infrastructures et ministre
responsable de la région de la
Capitale-Nationale
Tél. : 418 643-0875

Information : Relations avec les médias
Direction des communications
Secrétariat du Conseil du trésor
Tél. : 418 781-9520

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

